












CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**La fourniture, l'installation et la mise en service
d'une ligne de production de potage automatisée
pour le CHU de Martinique**

CHU DE MARTINIQUE
Hôpital Pierre Zobda Quitman
La Meynard
BP 90632
97261 FORT-DE-FRANCE

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

| | | |
|---|----------------------------------|---|
|  | Objet | La fourniture, l'installation et la mise en service d'une ligne de production de potage automatisée pour le CHU de Martinique |
|  | Type de contrat | Accord-cadre |
|  | Nombre de lots | Lot unique |
|  | Tranches optionnelles | Sans tranches optionnelles |
|  | Clause sociale | Sans |
|  | Clauses environnementales | Avec |
|  | Durée / Délai | Défini par lot |
|  | Reconduction | Avec |
|  | Prix | Prix unitaires |
|  | Variation des prix | Avec |
|  | Avance | Avec |

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat | 4 |
| 1.1 - Objet du contrat | 4 |
| 1.2 - Bénéficiaires de l'accord-cadre | 4 |
| 1.3 - Décomposition du contrat | 5 |
| 1.4 - Type d'accord-cadre | 5 |
| 1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande | 5 |
| 1.6. Reprise des appareils en fin de vie | 5 |
| 2 - Pièces contractuelles | 7 |
| 3 - Confidentialité et mesures de sécurité | 7 |
| 4 - Protection des données à caractère personnel | 7 |
| 5 - Durée et délais d'exécution | 7 |
| 5.1 - Durée du contrat | 7 |
| 5.2 - Reconduction | 7 |
| 6 - Prix | 7 |
| 6.1 - Mode d'établissement du prix | 7 |
| 6.2. Contenu des prix | 8 |
| 6.3. Forme et variation du prix | 8 |
| 6.4. Offre de prix promotionnelle | 9 |
| 7 - Garanties Financières | 9 |
| 8 - Avance | 9 |
| 8.1 - Conditions de versement et de remboursement | 9 |
| 8.2 - Garanties financières de l'avance | 10 |
| 9 - Modalités de règlement des comptes | 10 |
| 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs | 10 |
| 9.2 - Présentation des demandes de paiement | 10 |
| 9.3 - Délai global de paiement | 10 |
| 9.4 - Paiement des cotraitants | 10 |
| 10 - Conditions d'exécution des prestations | 11 |
| 11 - Développement durable | 11 |
| 12 - Constatation de l'exécution des prestations | 11 |
| 12.1 - Vérifications | 12 |
| 12.2 - Décision après vérification | 12 |
| 13 - Garantie des prestations | 12 |
| 14 - Maintenance | 12 |
| 15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle | 12 |
| 16 - Pénalités | 13 |
| 16.1 - Pénalités de retard | 13 |
| 17 - Assurances | 13 |
| 18 - Clause de réexamen | 13 |
| 19 - Résiliation du contrat | 14 |
| 19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre | 14 |
| 19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire | 15 |
| 20 - Règlement des litiges et langues | 15 |
| 21 - Signature | 15 |
| 22 - Dérogations | 15 |

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
La fourniture, l'installation et la mise en service d'une ligne de production de potage automatisée pour le CHU de Martinique

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Internat L'HOPITAL PIERRE ZOBDA QUITMAN, CHUM

1.2 - Bénéficiaires de l'accord-cadre

Les établissements bénéficiaires des prestations objet de l'accord-cadre (ci-après « les établissements bénéficiaires ») sont :

- CHU de Martinique (Etablissement support)

Cependant il est donné aux autres établissements du G.H.T. de Martinique, la possibilité d'intégrer en cours de route le marché (voir annexe 1 au CCAP)

Le titulaire assure directement les prestations objet du marché auprès des bénéficiaires

1.3 - Modalités de mise à disposition de l'accord-cadre

Les établissements du G.H.T. de Martinique, tels qu'ils sont identifiés en annexe 1 du CCAP, sont bénéficiaires de plein droit de l'accord-cadre. Ils sont engagés, pour chaque lot, à émettre leurs bons de commande auprès des titulaires retenus dans les conditions prévues par le CCAP, dès la notification de l'accord-cadre.

1.4 - Répartition des responsabilités

Les responsabilités respectives de l'établissement support du G.H.T. de Martinique et des établissements parties se répartissent comme suit :

| | Ets support | Ets parties |
|--|--------------------------|----------------------------|
| Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre et accompagnement de leur mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements bénéficiaires | x | |
| Passation, Signature notification de l'accord-cadre et de ses avenants, Résiliation de l'accord-cadre | x | |
| Etablissement et Envoi des bons de commande | | x |
| Gérer les procédures de révisions des prix des marchés | x | |
| Procéder à la reconduction des marchés | x | |
| Agrément des sous-traitant | x | |
| Délivrance du certificat de cession de créances | x | |
| Opérations de réception/admission des prestations objet du marché | x | |
| Païement des prestations objet du marché auprès du titulaire | | x |
| Appliquer les pénalités | | x |
| Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des accords-cadres, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution de l'accord-cadre | x Pénalités reporting | x pénalités d'exécution |
| Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande | | x |

1.5 – Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R 2124-2 1° et R.2161-2 à R 2161-5 du Code de Commande Publique.

1.6 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 1 lot :

| Lot(s) | s/lot | Désignation |
|--------|---------|--|
| 1 | | LIGNE DE FABRICATION DE POTAGE AUTOMATISEE destiné au CHU de Martinique/INTERNAT |
| | s/lot 1 | Sauteuse cylindrique électrique |
| | s/lot 2 | Doseur automatique |

Ce lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

Cependant ils sont obligés de répondre à l'ensemble des sous-lots composant un lot, dans le cas contraire son offre est irrégulière.

1.7 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum en valeur de 250 000.00€ HT pour la durée du marché, est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

| Lot(s) | Désignation | MONTANT MAX HT pour la durée du marché |
|--------|---|--|
| 01 | LIGNE DE FABRICATION DE POTAGE AUTOMATISE | 250 000.00€ |

1.8 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.9. Responsabilité environnementale

Le Titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale et particulièrement celle régie par le code de l'environnement et applicable, notamment celles relatives aux déchets d'Equipements électriques et électroniques (DEEE).

A ce titre le Titulaire s'assure également du respect et de la conformité des équipements à la réglementation relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les

équipements électriques et électroniques (ROHS, Restriction of the Use of Certain Hazardous Substances).

Le Titulaire, met en œuvre également tous les moyens, procédures, politique environnementale et tout autre aspect, notamment sur les points suivants, liste non exhaustive :

- o Les consommations électriques des équipements ;
- o Les dégagements calorifiques des équipements ;
- o La consommation des matières premières et réutilisations des matériaux ;
- o L'empreinte écologique ;
- o La gestion des équipements en fin de vie (Conformément à la directive européenne relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques) ;
- o Les emballages et encombrants ;
- o Le stockage ;
- o Le transport...

Lorsque la réglementation évolue lors de l'exécution du marché, le Titulaire s'y conforme et communique au CHU de Martinique, les mesures mises en œuvre. Dans tous les cas et sur simple demande du CHU de Martinique, le Titulaire communique, sans délai, les éventuels documents nécessaires justifiant le respect de la réglementation. En cas de manquement, le Titulaire encourt, d'une part, les sanctions prévues par la réglementation concernée, sans préjudice des dédommagements pouvant lui être réclamés, et, d'autre part, il s'expose à la résiliation pour faute du présent accord-cadre

Disponibilité des pièces détachées

Le titulaire du marché s'engage à assurer la disponibilité des pièces détachées des références proposées pendant cinq années minimum après sa vente.

1.10. Formation

Le titulaire assurera la mise en place du nouveau matériel ainsi que la formation des utilisateurs et du personnel de maintenance

1.11. Achat sur catalogue équipements, pièces détachées, accessoires et autres consommable

Le Titulaire peut proposer des produits tels que des équipements, des pièces détachées, accessoires et autres consommables par l'intermédiaire de son catalogue tarifé proposé à l'ensemble de sa clientèle. **Ces produits doivent correspondre à l'objet du lot qui s'y rattachent. Les produits du catalogue du Titulaire ne relevant pas du périmètre de l'accord-cadre sont exclus de ce dernier.**

Les prix du catalogue du Titulaire sont déterminés par application des tarifs publics du Titulaire auxquels sont appliqués le pourcentage de « remise sur catalogue » précisé dans le BPU et **joint à l'offre du titulaire.**

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures et les prestations, le montant de l'éco-contribution déterminé conformément aux dispositions légales et réglementaires pour les produits qui y sont soumis, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Les prix et produits du catalogue sont mis à jour annuellement, à la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le taux de remise sur catalogue précisé dans le BPU ne peut être diminué lors de la mise à jour du catalogue. Les prix du catalogue peuvent en outre, à tout moment de l'exécution de l'accord-cadre, faire l'objet d'offres de prix promotionnels à l'initiative du Titulaire dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article « Offre de prix promotionnels » article 6.4 du CCAP.

Le montant total des achats effectués sur catalogue ne pourra en aucun cas dépasser 10% du montant total des achats réalisés pour le lot considéré.

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (pour les lots rémunérés à prix unitaires) et la décomposition des prix forfaitaires (pour les lots rémunérés à prix forfaitaires)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

6 - Prix

Les prestations sont réglées par des prix unitaires et des prix forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.1 – Mode d'établissement du prix

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison.

Les prix proposés devront être rendus CHU de Martinique, tous droits acquittés (INCOTERM DDP), marchandises dépotées).

Les fournisseurs locaux en mesure de livrer directement le CHU de Martinique devront proposer leur offre en HT et TTC, comprenant la livraison au CHU de Martinique.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Le prix du présent accord-cadre à bons de commande est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

6.2. Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre à bons de commande sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les contraintes normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS), les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre du présent accord-cadre à bons de commande conclus en groupement :

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix de l'accord-cadre à bons de commande sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

6.3. Forme et variation du prix

Le présent accord-cadre à bons de commande est conclu à prix unitaire ferme pour la partie « équipements » par référence au BPU du marché et à prix forfaitaire révisables pour la partie maintenance.

Les prix forfaitaires et les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix forfaitaires sont révisables à la date d'anniversaire de la notification du marché

La révision des prix a pour objet de tenir compte de l'évolution des conditions économiques affectant les coûts de la main-d'œuvre et des fournitures nécessaires à l'exécution des prestations de maintenance.

Le titulaire devra adresser au CHUM sa demande de révision de prix à la hausse comme à la baisse, sous pli recommandé avec avis de réception, au moins DEUX (2) MOIS avant la date d'application de ces nouveaux tarifs. Les nouveaux prix ne seront applicables qu'après acceptation par le CHUM. A défaut de remplir cette obligation dans les délais impartis, le titulaire est réputé refuser la révision et l'accord-cadre à bons de commande se poursuit sans modification de prix.

Dans tous les cas aucune variation ne pourra intervenir sans un accord préalable de la Direction des Achats

La révision s'applique selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,70 \times (ICHTrevTSt / ICHTrevTS_0) + 0,15 \times (FM0ABEt / FM0ABE_0)]$$

INDICES INSEE

ICHTrev-TS : indice du coût horaire du travail dans les services « réparation d'équipements électriques et électroniques » ou « réparation de machines et équipements »

FM0ABE = **indice des prix de production de l'industrie française pour le marché français** – équipements électriques et mécaniques (code FM0ABE) **publié par l'INSEE**

avec :

- P_0 = prix initial du marché (à la date de base)
- P = prix révisé applicable à la période considérée
- **ICTrevTS** = indice du coût horaire du travail – ensemble des salariés dans les services, rubrique “Réparation de machines et équipements” (code **ICTrev-TS**) publié par l’INSEE
- **FM0ABE** = indice des prix de production de l’industrie française pour le marché français – équipements électriques et mécaniques (code **FM0ABE**) publié par l’INSEE
- **a = 0,15** : part fixe non révisable
- **b = 0,70** : part représentative de la main-d’œuvre
- **c = 0,15** : part représentative des pièces, fournitures et matériels
- Les indices de base **ICTrevTS₀** et **FM0ABE₀** sont ceux publiés pour le **mois de remise de l’offre**.

Le premier coefficient de révision sera appliqué **un an après la notification** du marché, à partir des indices du **mois antérieur à la date anniversaire**

Publication et disparition d’un indice

En cas de modification, disparition ou remplacement d’un indice par l’INSEE, il sera fait application de l’indice qui lui est le plus étroitement substituable, après accord entre les parties ou, à défaut, décision du pouvoir adjudicateur.

Arrondi

Les montants révisés sont arrondis au **centime d’euro le plus proche**.

Clause butoir : La variation des prix de l’accord-cadre à bons de commande ne saurait conduire à une augmentation annuelle supérieure à 5 % du montant initial de l’accord-cadre.

Clause de sauvegarde : L’acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l’accord-cadre à la date d’application de la nouvelle référence lorsque l’augmentation de cette référence est supérieure à 5.0%.

6.4. Offre de prix promotionnelle

Les prix des fournitures et produits associés figurant au bordereau de prix peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre d’offres de prix promotionnels mises en place par le titulaire.

Le titulaire doit adresser par écrit le tarif promotionnel à l’établissement, dans les meilleurs délais. Il donne toutes précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles / prestations concernés.

Ces offres de prix promotionnelles ne peuvent s’appliquer qu’aux seuls fournitures et produits associés figurant au marché.

A l’expiration de la période promotionnelle, les prix du marché, ajustés le cas échéant, sont ceux à nouveau en vigueur.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L’option retenue pour le calcul de l’avance est l’option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d’un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d’exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l’acte d’engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 200 034 528 00014

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations.

Modifications sur un produit :

Le titulaire s'engage, sur la durée du marché, à fournir un produit conforme aux spécifications figurant dans les clauses techniques du présent marché.

Toutefois, le titulaire pourra procéder à des modifications non substantielles desdits produits dans les conditions fixées ci-après.

Le nouveau produit doit être conforme aux spécifications techniques ou fonctionnelles prévues au présent marché et doit être techniquement équivalent ou supérieur à l'article proposé initialement.

Dans le cas où le titulaire envisagerait d'apporter des modifications au produit durant l'exécution du marché, il est tenu de soumettre au pouvoir adjudicateur un dossier motivé un mois avant d'arrêter la fourniture de modèles conformes à l'objet du marché. Le dossier mentionné ci-dessus contiendra :

- Les caractéristiques techniques du produit initial objet du marché
- Les caractéristiques techniques du nouvel article
- Une comparaison entre les deux démontrant que le nouveau produit satisfait aux mêmes conditions et est techniquement équivalent ou supérieur au produit initial objet du marché.
- La fiche technique si celle-ci est exigée par le règlement européen REACH n° 1907/2006

Le prix net du nouveau produit ne peut, en tout état de cause, être supérieur au prix net initial du produit figurant au marché ou au prix net résultant de la dernière révision, si celui-ci est plus élevé.

Si la proposition du titulaire recueille l'approbation du pouvoir adjudicateur, il lui notifie dans un délai de quinze jours à compter de la réception du dossier susvisé.

Si la proposition du titulaire ne recueille par l'approbation du pouvoir adjudicateur et que le titulaire n'est plus en mesure de fournir le produit objet du marché, le marché peut être résilié de plein droit aux torts du titulaire.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

En matière de développement durable, le centre hospitalier universitaire de Martinique est engagé dans une démarche globale de minimisation de son empreinte carbone. Les caractéristiques énergivores des appareils proposés seront donc analysées pour le choix du candidat.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture et conformément aux articles 3.3. « Réception et mise en service » du CCTP et aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

Les essais seront faits, conjointement avec les représentants des établissements concernés.

Le candidat doit prévoir tous les moyens nécessaires à la réalisation des essais et de leur vérification (matières consommables, appareillages de mesure, main d'œuvre, etc.).

En cas d'essais non satisfaisants, il doit procéder à toutes les modifications nécessaires.

=> Essais électriques

Ces essais ont pour but de vérifier le bon fonctionnement de tous les raccordements électriques, y compris la mise à la terre.

=> Essais de fonctionnement

Les appareils seront soumis à des essais dans des conditions identiques à celles de l'exploitation, conformément aux bases du descriptif.

Essais envisagés :

- marche-arrêt, régulation, contrôle et alarme, résultats obtenus,
- utilisation réelle pour chaque appareil, observations, manœuvre des robinets, inverseurs, commande des vidanges, écoulement par le trop plein, durée de remplissage,
- contrôle des bruits anormaux ou des vibrations, démontage pour que l'entretien puisse s'effectuer facilement,
- solidité des fixations, appareils suspendus, étagères, chariots mobiles...

=> Essais de salubrité

Ces essais ont pour but de vérifier que l'eau contenue dans un appareil de cuisine ne peut remonter dans la canalisation qui l'alimente dans le cas où celle-ci est en dépression. Toutes les contraintes liées à cet impératif sont à la charge de l'Entrepreneur (dans le cas où ce dernier envisage des travaux à sa charge).

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

La constatation d'essais satisfaisants conditionne la réception des équipements qui sera prononcée dans le procès-verbal de réception établi de façon contradictoire par les services restauration et techniques des établissements concernés et le candidat.

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie d'au moins 2 ans dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

14 - Maintenance

Les modalités et le déroulement de la maintenance sont décrits à l'annexe 1 du CCTP ainsi qu'à l'article 32 du CCAG-FCS.

La première prestation de maintenance si elle est commandée reçoit un commencement d'exécution à compter de l'expiration de la période contractuelle visée à l'article « Garantie » du présent CCAP.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble de l'accord-cadre, conformément aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- ☐ Cessation d'activité,
- ☐ Cession de contrat,
- ☐ Décès,
- ☐ Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- ☐ Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- ☐ Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- ☐ Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.
- ☐ En cas d'intégration d'un nouvel établissement dans le GHT de Martinique

☐ En cas de circonstances imprévisibles et extérieures aux parties, les prix ainsi que la clause de « modalités de variation des prix » peuvent évoluer, sous réserve que : o La modification soit justifiée par des circonstances dont les conséquences onéreuses excèdent ce qui pouvaient être raisonnablement prévu par les parties ; o La modification soit limitée à ce qui est nécessaire pour faire face aux circonstances imprévisibles ; o La modification n'excède pas 50% de la valeur initiale du contrat. Le titulaire transmet un mémoire justifiant cette évolution.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

- ☐ En cas de changement du périmètre du marché, par ajout ou retrait d'un établissement sans qu'il n'y ait d'incidence sur le montant maximum de l'accord-cadre

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenant. La demande devra parvenir au Représentant du Pouvoir Adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR).

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de la Martinique est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 32.2.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 19.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

22 - Signature

Le ...

Le Directeur du Pôle Finances – Achats

Le Directeur chargé
des Finances et des Achats
G. MOTREFF